

DEPARTEMENT : ISERE  
COMMUNE : SAINT-MARCELLIN

REPUBLIQUE FRANCAISE  
LIBERTE EGALITE FRATERNITE  
ARRETE DU MAIRE  
PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

N°ST 2021-083

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 02 juin 2021 par laquelle Madame MARTIN Véronique, sollicite l'autorisation de stationner un véhicule utilitaire sur la chaussée au droit du 42 Boulevard du Champ de Mars pour effectuer des travaux de rénovation,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code de la Route,

VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU le Règlement de voirie communale

VU l'état des lieux ;

ARRÊTE

Article 1 – Autorisation : La bénéficiaire est autorisée à occuper le domaine public du Boulevard du Champ de Mars du 07 Juin au 04 Juillet 2021, pour le Stationnement d'un véhicule utilitaire sur la chaussée au droit du N° 42.

Article2 – Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Marcellin.

Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, la personne responsable des travaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 3 – Recours : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 07 Juin 2021,

**Le Maire,**

**Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Responsable du service Espaces Publics**

**Gwennéle LAMY**

